



Philippe Poutou

Ouvrier, candidat anticapitaliste
2, rue Richard Lenoir
93 100 Montreuil

Montreuil, le 03/04/2017

Réponse au DAL

Je suis étonné que vous n'ayez pas constaté que le logement est pour nous un sujet prioritaire. Je vous invite à relire notre programme. En effet, sur les 6 pages consacrées au développement des services publics, le logement en occupe une entière (davantage, par exemple, que la santé, sujet sur lequel il y a aussi pourtant beaucoup à dire et à batailler !).

La question du logement fait partie à place égale de notre programme d'urgence sociale : dont le revenu minimum à 1 700 euros net, les transports gratuits, l'interdiction des licenciements, sujets dont le lien avec le logement est évident, sans oublier l'urgence écologique et par exemple la nécessaire isolation des bâtiments anciens ou la conception écologique des bâtiments (et des villes), en lien avec la lutte contre la précarité énergétique.

Un programme pour être accessible au plus grand nombre (possible) doit limiter le nombre de pages et donc la place accordée à chaque sujet. L'interdiction des expulsions sans relogement n'est pas mentionnée bien que faisant partie de nos combats, de même les foyers de travailleurs immigrés.

Nous pouvons souscrire à l'essentiel de vos propositions, nous en plaçons certaines dans une autre perspective :

- Au-delà de l'encadrement et de la baisse des loyers, il faut penser autrement : les loyers devraient être fixés en fonction du revenu et ne pas en dépasser 20 %
- Le service public du logement doit s'occuper de la construction, pour planifier les constructions selon les demandes et ne plus laisser libre cours à la spéculation et aux défiscalisations. Le rôle de l'État doit être renforcé et il faut concevoir le logement social, le logement public de façon totalement renouvelée.

Il y a un point sur lequel nous pourrions être en désaccord : vous ne demandez pas la suppression de l'ANRU ? Qui est pourtant le pivot du désastre du logement depuis sa création.

Mais nous serons sûrement d'accord que c'est dans la rue qu'ça se passe ! il n'y a qu'à voir comment une belle avancée juridique est bloquée par le manque de volonté politique...

Philippe Poutou